

Prophylaxies collectives des maladies animales et GDS

Michel DUPRES
12 décembre 2013

Résumé

- Lutter de manière efficace, c'est-à-dire en évitant d'avoir à renouveler de manière indéfinie son action, contre les maladies contagieuses ou transmissibles des animaux est difficile. Cela nécessite de faire adhérer activement tous les propriétaires des animaux aux objectifs et moyens du programme de lutte.
- Pour arriver à éradiquer la tuberculose bovine, l'Etat et le syndicalisme français ont imaginé en 1951 un dispositif original associant les éleveurs eux-mêmes à l'organisation de la lutte contre les maladies qui frappaient leurs élevages, incitant ainsi à la création de Groupements de Défense Sanitaire (GDS). Pour inciter les éleveurs à adhérer au GDS l'Etat a réservé l'attribution des aides publiques à la lutte contre les maladies aux seuls éleveurs adhérents à un GDS.
- Au fil des ans, l'implication des GDS, au côté des services de l'Etat et des vétérinaires a montré la justesse de ce raisonnement dans la lutte contre les infections majeures des ruminants d'élevage : tuberculose, fièvre aphteuse, brucellose, leucose, varron... Plus récemment, avec l'IBR, puis aujourd'hui la BVD, les éleveurs ont également mis à profit ce dispositif pour organiser la lutte contre des maladies dont l'impact est avant tout commercial ou zootechnique.
- La force et l'intérêt de la mobilisation des éleveurs au travers des GDS a d'abord été la possibilité donnée aux éleveurs à trouver eux-mêmes les solutions aux multiples problèmes que posaient la lutte contre les maladies d'élevages : participation aux abattoirs pour éviter les abus, création de services de désinfection et plus généralement de services destinés à la prévention des maladies (plans d'assainissements, parage, désinsectisation, rainurage, analyses d'eau,...), négociation des prix des prophylaxies, organisation d'une solidarité complémentaire (ou non) aux indemnités de l'Etat,...
- Alors que la France et la majeure partie de l'UE sont quasi indemnes des maladies d'élevage qui ont mobilisé l'action au cours des 60 dernières années, les éleveurs doivent relever de nouveaux défis pour continuer à produire une alimentation :
 - sur laquelle les exigences de traçabilité et les demandes de garanties s'accroissent invariablement,
 - dans un environnement de plus en plus concurrentiel,
 - alors que dans le même temps l'Agriculture est jugée par un nombre croissant de citoyens comme une production « comme les autres », ce qu'elle ne peut être.
- Pour y arriver, la capacité des éleveurs et de leurs organisations (au rang desquelles les GDS) à maîtriser les coûts du sanitaire et par conséquent les futurs « nouveaux » outils de la prophylaxie – et "demain" cela passera par le traitement de l'information et la génomique – sera essentielle.